

SERVICE PUBLIC DE L'ENERGIE: ILS CASSENT TOUT, ON ATTEND QUOI ?



GROUONS...



...LES PILLARDS DU SERVICE PUBLIC!

● ● ● SE DONNER LES MOYENS DE GAGNER !

1936, 1968, 1995... l'histoire rappelle à l'ensemble de nos gouvernants et du patronat (oui, en ce moment, ce sont les mêmes !) que les Travailleurs et plus largement la Population, lorsqu'ils se révoltent pour un avenir social plus radieux, TOUT DEVIENT POSSIBLE !

Face à l'autoritarisme du tandem MACRON/PHILIPPE aux ordres du Capital, un mouvement social de grande ampleur se fait jour : Ephad, Hôpitaux, Fonction publique, Etudiants, Personnels des aéroports, Cheminots... ce qui nous promet un printemps des plus mouvementés !

Les Salariés de l'Energie l'ont bien compris et s'engagent avec détermination pour défendre leur outil de travail, leurs acquis sociaux et impulsent un Service Public universel, équitable et responsable. Le 22 Mars dernier, 34% des Agents ENEDIS et 37% à la CNR ont ainsi cessé le travail, alors que quelques jours plus tôt le 13 mars, les Agents EDF du parc hydraulique ont fait grève à 72% pour s'opposer à la braderie des concessions imposée par Bruxelles !

MONTRONS A NOS COLLEGUES CHEMINOTS LES MEFAITS DE LA CONCURRENCE ET REJOIGNONS LEUR LUTTE !

● ● ● 20 ANS DE DEREGLEMENTATION ET DE CONCURRENCE: QUEL BILAN?

La concurrence déloyale a augmenté la précarité énergétique : 12 millions de Français en sont victimes. Le service se dégrade et les tarifs d'électricité comme du gaz sont en hausse.

Dans chaque département, des agences de proximité ont fermé, allongeant les délais, notamment en intervention d'urgence (incendie, fuite de gaz...). En Drôme comme en Ardèche, plus moyen de payer sa facture en boutique EDF ou ENGIE : elles ont disparu !

Du côté des salariés, la souffrance au travail s'accroît à cause des baisses d'effectifs : Plus de 15 000 postes ont été supprimés depuis une vingtaine d'années. Des centrales au charbon ont été fermées, et le gouvernement manœuvre pour faire de même avec des réacteurs nucléaires, sans pouvoir garantir un approvisionnement en substitution. Pire, MACRON et ses Parlementaires semblent très enclin à libéraliser les concessions hydrauliques, véritable bijou de famille, efficace, disponible et décarboné !

Pour la CGT, la transition énergétique ne sera un succès qu'avec un Service Public répondant aux besoins de la Nation, avec un Mix Energétique qui ne surjoue pas avec une capacité de développement des EnR limitées. Ne laissons pas échapper des mains des pouvoirs publics le contrôle de la filière à un niveau supranational, comme tente de le faire en douce l'Union Européenne !

● ● ● AU JEU DU CACHE-CASH, DES MILLIARDS ET DES PILLARDS !

De 0€ en 1995, la financiarisation du secteur de l'Energie a permis aux groupes EDF et ENGIE de dégager depuis des années des sommes astronomiques pour engraisser les actionnaires : en 2017, c'est 8.000.000.000 d'euros qui sont sortis des caisses !

8 milliards, cela entraîne une baisse drastique des investissements, de la maintenance, de la proximité pour les Usagers, cela entraîne aussi une baisse de pouvoir d'achat pour les Agents ! (Par rapport à l'inflation, les Employeurs de la branche ont dépossédé en 10 ans l'équivalent de 2NR à chaque Salarié). A ENEDIS, 83% du résultat net est redistribué en Dividende : pour couler une boîte, c'est la meilleure recette !

Cette situation intenable, doit être enrayerée. C'est pourquoi la CGT s'oppose au Plan Moyen Terme (PMT) d'Enedis qui vise à supprimer 2000 emplois d'ici 2020, appelés par ailleurs plans stratégiques dans d'autres entreprises des IEG : partout les charognards sont à la manœuvre !

AVEC LA CGT, UN PRINTEMPS Pour un Service Public... MAXIMUM !



LE SERVICE PUBLIC EST UN DROIT POUR TOUS:

PAS UN PRIVILEGE !

... et c'est pourquoi la FNME-CGT propose :

1 POLE PUBLIC DE L'ENERGIE :

La financiarisation du secteur de l'Energie a démontré toute sa nocivité. C'est pourquoi la FNME CGT propose la création d'une entité 100% publique regroupant tous les acteurs du secteur permettant de:

- Garantir les techniques d'aujourd'hui et développer celles de demain (stockage d'électricité, hydrogène, EPR...);
- Apporter un soutien financier pour de futurs grands projets ;
- Intervention et contrôle directs des citoyens dans les programmes énergétiques ;
- Maîtrise des compétences grâce à un statut de haut niveau élargi à tous les Salariés du secteur de l'énergie. (dont sous-traitance)

+ D'INFOS :



L'INTERET GENERAL, EN PREMIER :

Les enjeux climatiques nécessitent que le secteur soit entièrement axé vers la réduction des gaz à effet de serre, et ce n'est pas du goût de la concurrence, où le but n'est autre que faire du fric facilement et rapidement, loin de toute considération environnementale ! Pour la FNME-CGT, cela passe :

- Par le maintien de la péréquation tarifaire : un prix de l'énergie identique en chaque point du territoire ;
- Par l'arrêt de la mise en concurrence des concessions hydrauliques et de distribution ;
- Par le renforcement des sources de productions renouvelables (le mix-énergétique) et le traitement de leurs déchets.

UN PROGRAMME PLURIANNUEL DE L'ENERGIE (PPE) AMBITIEUX

L'Etat commet une erreur en misant sur le renouvelable électrique pour compenser un désengagement du nucléaire...déjà largement décarboné ! Le photovoltaïque et l'éolien restent des productions aléatoires, soumises aux aléas climatiques, ce qui pose la question de la sécurité d'approvisionnement.

Pour la CGT, il faut donc privilégier des EnR non électriques venant en substitution des productions fossiles : biomasse, biométhane, bio GNV... doivent être tirés vers le haut !

VITE, CA URGE !

+ D'INFOS :



UN STATUT ET DES GARANTIES DE HAUT NIVEAU

La course à la réduction des « coûts » n'épargne pas, loin sans faut, les droits sociaux des Travailleurs. Il est temps d'opposer aux industriels le gâchis qu'ils occasionnent !

Pour lutter contre l'exploitation de Salariés « de seconde zone (*) », moins chers et corvéables, la FNME-CGT propose de gagner un statut commun à l'ensemble des travailleurs de l'Energie.

QUALIFICATIONS, FORMATIONS, GARANTIES D'EMPLOIS, LAISSEZ-NOUS BIEN FAIRE NOTRE TRAVAIL !

(*) terme utilisé par N. SARKOZY lors de la campagne présidentielle 2007

UN VERITABLE DROIT A L'ENERGIE

Si 2018 voit l'arrivée du Chèque Energie, les expérimentations menées dans plusieurs départements démontrent que ce système n'est pas au point et qu'il peut même précipiter des familles vers des situations d'extrêmes détresses. C'est pourquoi la FNME CGT exige :

- le maintien des tarifs sociaux électricité et gaz, avec une réévaluation de leurs montants.
- la reconnaissance de l'énergie comme produit de première nécessité, et donc une TVA à 5.5% et non pas à 20%.
- le maintien des tarifs régulés (fixés par l'Etat) pour l'électricité et le gaz pour les usagers.
- une interdiction des expulsions et des coupures tout au long de l'année pour les familles en situation de précarité.
- un plan gouvernemental ambitieux de réhabilitation des logements privés et publics, collectifs et individuels.

LE SYNDICAT CGT ENERGIE DROME ARDECHE APPELLE TOUS LES SALARIES DE L'ENERGIE A SE MOBILISER EN GREVE* (à minima 1/2 journée)

LE JEUDI 19 AVRIL 2018 (modalités à suivre...)

(*) Un préavis de grève couvrant la période du 1^{er} au 30 Avril 2018 a été déposé aux Directions des IEG par la FNME-CGT